

Objet **[INTERNET] observations sur la carrière soumise
à enquête publique**



De
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>

Date 04/11/2022 08:00

Priorité Normale

Bonjour. Sur ce dossier, je souscris aux remarques de l'association "ARCM".

Pour ce type de dossier, générant nombre d'interrogations toutefois légitimes, comme notamment les paramètres liés au bruit, à la pollution, aux transport des matériaux ainsi que les incidences sur les paysages, la biodiversité et finalement sur la vie des citoyens concernés, une très large concertation préalable bien en amont de l'ouverture de l'enquête publique, aurait pu être organisée. Cette concertation, avec le porteur du projet, les élus concernés, les représentants de l'Etat, voire certaines associations environnementales, aurait permis, dans le cadre de plusieurs réunions publiques, d'éclairer certains points délicats, de répondre à nombre d'interrogations légitimes, de façon à dissiper peurs et même rumeurs. Il en va aussi, pour ce type de dossier sensible, de l'intérêt du porteur du projet, lequel va devoir répondre aux observations mentionnées dans cette enquête.

D'une façon globale, mieux faire participer les citoyens en privilégiant la concertation de façon à répondre et à prendre en compte, dans la mesure du possible, leurs intérêts légitimes, en recherchant in fine leur adhésion, doit être, me semble t-il, le fil conducteur à réellement privilégier sur notre territoire national. Merci pour l'attention que vous porterez à mon observation.